

HYDROMINES

13, rue Anne GRELAT

Cidex 914 - 41300 SALBRIS

Tel : 02 54 88 26 01 - Fax : 02 54 97 02 09

E-mail : hydro41@club-internet.fr

03637X0456/F2PAC/R

COMPTE RENDU D'EXÉCUTION

GÉOTHERMIE SUR NAPPE D'EAU SOUTERRAINE

PAR FORAGE

RUBRIQUES 1.3.1.0 et 5.1.1.0

MAIRIE DE BOIGNY sur BIONNE

3, rue de VERDUN

45760 BOIGNY sur BIONNE

LA CAILLAUDIÈRE

45760 BOIGNY sur BIONNE

FORAGE DE POMPAGE : 0363.7X.0455 / F1 PAC

FORAGE D'INJECTION : 0363.7X.0456 / F2 PAC

Hydromines fp 08046

Avril 2009

03637X0456/F2PAC/RC-1

INTRODUCTION

La mairie de BOIGNY sur BIONNE met en place un système de chauffage par géothermie sur nappe, au lieu-dit "LA CAILLAUDIÈRE", pour un gymnase et une salle polyvalente.

Le forage d'injection, N° BSS 0363.7X.0456 / F2 PAC réalisé du 2 au 8 mars 2009, au lieu-dit "La CAILLAUDIÈRE", a été foré et équipé à la profondeur de vingt quatre (24) mètres.

Un pompage d'essai d'injection a été réalisé le 18 mars 2009 au débit de 25 m³/h, il permet la réinjection de 21 m³/h..

Le forage de pompage N° BSS 0363.7X.0455 / F1 PAC réalisé du 11 au 15 mars 2009, au lieu-dit "La CAILLAUDIÈRE", a été foré et équipé à la profondeur de vingt quatre (24) mètres. L'essai de pompage a permis de déterminer un débit d'exploitation de 21 m³/h.

Le débit d'exploitation est de 21 m³/h permettra le chauffage d'une salle polyvalente et d'un gymnase, à partir d'échangeurs à plaques, fonctionnant sur eau de nappe. Le volume prélevé sera intégralement réinjecté dans la même nappe à partir du forage d'injection.

Ce compte rendu d'exécution, correspond à l'étude d'incidence, conforme à la rubrique n° 1.1.2.0, du décret n° 2006-881 du 17 Août 2006, codifié à l'article L 214-1 du code de l'environnement.

1.3.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L 214-9 du code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartitions quantitatives instituées, notamment au titre de l'article L.211-2 du code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils :

1° Supérieure ou égale à 8 m³/h.....**Autorisation**

5.1.1.0 Réinjection sans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières et lors des travaux de génie civil, la capacité totale de réinjection étant :

2° Supérieur à 8 m³/h mais inférieur à 80 m³/h.....**Déclaration**



PREFECTURE DU LOIRET

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'AMENAGEMENT

BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DES RISQUES
INDUSTRIELS

AFFAIRE SUIVIE PAR
TELEPHONE
COURRIEL
REFERENCE

MME PARET/CG
02 38 81 41 30
annick.paret@loiret.pref.gouv.fr
AP FORAGES GEOTHERMIQUES BOIGNY

03637X0456/F2PAC/0i-1

ARRETE n° 2008-40
portant autorisation au titre de l'article L.214-3
du Code de l'Environnement
de prélèvement d'eau en nappe souterraine
commune de BOIGNY SUR BIONNE

Le Préfet de la Région Centre
Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, notamment le Livre I et le Titre I du Livre II, partie législative et le titre 1^{er} du livre II de la partie réglementaire (articles R.214-1 et R.214-6),

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles R 11-4 à R 11-14;

VU le code de justice administrative,

VU le code général de la propriété des personnes publiques,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié relatif à l'exercice de la police des eaux,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié, fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définies au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement,

03637X0456/F2 PAC/Di-2

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié, fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2005 modifié fixant la répartition des compétences entre les services dans le domaine de la police et de la gestion de l'eau dans le département du Loiret,

VU les dossiers de demande d'autorisation complets et réguliers déposés au titre des articles L.214-3 et R.214-6 du Code de l'Environnement, présentés par la commune de BOIGNY SUR BIONNE concernant l'installation de deux forages à usage géothermique sur la commune de BOIGNY SUR BIONNE,

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2008 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur la commune de BOIGNY SUR BIONNE,

VU les publications d'avis d'enquête,

VU le registre d'enquête,

VU l'avis du Directeur du BRGM en date du 15 juillet 2008,

VU l'avis du Directeur Régional de l'Environnement en date du 24 juillet 2008,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 12 octobre 2008,

VU les rapports du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date des 24 juin et 8 décembre 2008,

VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et des propositions du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 18 décembre 2008,

VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 8 septembre 2008 au 23 septembre 2008,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 16 octobre 2008,

03637X0456 / F2 PAC / 9i-3

CONSIDERANT que les ouvrages projetés sont soumis aux prescriptions générales définies dans les arrêtés du 11 septembre 2003 modifiés susvisés,

CONSIDERANT que les incidences quantitatives du prélèvement sont nulles du fait de la réinjection de l'eau prélevée dans le même aquifère,

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

ARRETE

TITRE I – OBJET de l'AUTORISATION

Article 1 – Bénéficiaire et rubriques concernées

La commune de BOIGNY SUR BIONNE est autorisée, en application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser deux forages (doublet géothermique) pour des prélèvements d'eaux souterraines destinées à l'alimentation d'une pompe à chaleur sur la commune de BOIGNY SUR BIONNE.

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu aux articles L214-9 et L216-7 du Code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone ou des mesures permanentes de répartition quantitative instituée, notamment au titre de l'article L211-2 du Code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m3/h (A).	Autorisation

03637X0456/F2PAC/Di-4

5.1.1.0	Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil, la capacité totale de réinjection étant : 1- Supérieure ou égale à 80 m ³ /h ; Autorisation 2 - Supérieure à 8 m ³ /h, mais inférieure à 80 m ³ /h. Déclaration	Déclaration
---------	---	-------------

Article 2 – Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Localisation : Commune de Boigny sur Bionne, lieu-dit : «La Caillaudière»,
section/parcelle A/1225, coordonnées Lambert II étendu : Prélèvement X = 576 110 ;

Y = 2 324 841 – Injection : X = 576 035 ; Y : 2 324 793 ;

Aquifère capté : Calcaires de Pithiviers

Profondeur : 26 mètres

Débit maximal de prélèvement : 21 m³/h

Volume annuel maximum pouvant être prélevé : 62000 m³

TITRE II – PRESCRIPTIONS**Article 3 – Prescriptions générales et spécifiques relatives aux rubriques visées**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales, définies dans les arrêtés du 11 septembre 2003 modifiés, applicables aux forages et aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0, 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définies au tableau de l'article R 214-1 du code de l'environnement et joints en annexe de la présente autorisation.

En outre, les prescriptions spécifiques suivantes devront être appliquées :

- mise en place de thermomètres de suivi des températures avec transmission annuelle des données au service en charge de la police de l'eau ;
- le rapport de fin de travaux prévu à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux forages soumis à déclaration intégrera les essais d'injection et de modélisation des capacités d'absorption.
- compte tenu de la proximité du toit de la nappe et le risque toujours possible de hautes eaux (crue de la Bionne) la réinjection se fera sous pression. L'ouvrage d'injection devra être équipé, en plus des équipements prévus dans le dossier d'autorisation, d'une sonde piézométrique. Le pétitionnaire mettra en place une surveillance du niveau piézométrique, en situation de nappe haute, de sorte à prévenir tout débordement ou équipera la sonde

03637X0456/F2PAC/19i-5

- 5 -

piézométrique d'un système d'alarme permettant de signaler un risque de débordement. En cas de débordement observé au niveau du puits de réinjection la tête de puits et le dispositif de protection seront parfaitement étanches. En cas de débordement observé au niveau du puits de réinjection, les opérations de pompage et de rejet seront immédiatement stoppées et le service en charge de la police de l'eau en sera averti dans les meilleurs délais.

TITRE III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 4 – Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 5 – Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel précaire et révocable pour une durée de 20 ans sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites par le présent arrêté, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 6 – Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

03637X0456/F2PAC/Di-6

- 6 -

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 7 – Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 8 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10 – Sanctions (article R 216-12 du code de l'environnement)

Sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5^{ème} classe :

- a le bénéficiaire s'il réalise un ouvrage, une installation, des travaux ou une activité objet de la présente autorisation, sans satisfaire aux prescriptions fixées par le Préfet dans l'arrêté d'autorisation et les arrêtés complémentaires.
- b le bénéficiaire de la présente autorisation s'il apporte une modification à l'ouvrage, à l'installation, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, sans l'avoir préalablement portée à la connaissance du Préfet si cette modification est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.
- c quiconque se trouve substitué au bénéficiaire de la présente autorisation sans en faire la déclaration au Préfet.
- d l'exploitant, ou, à défaut, le propriétaire, qui n'aura pas déclaré la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, soit de l'exploitation d'un ouvrage ou d'une installation, soit de son affectation telle qu'indiquée dans la demande d'autorisation ou l'autorisation.

L'exploitant, l'utilisateur ou, à défaut, le propriétaire ou le responsable de la conduite des opérations qui aura omis de déclarer tout événement mentionné à l'article 6 du présent arrêté.

Article 11 – Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture du Loiret, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du LOIRET.

03637X0456/F2PAC/0i-7

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de BOIGNY SUR BIONNE et déposée en mairie pour y être consultée.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de la commune de BOIGNY SUR BIONNE pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture du LOIRET, ainsi qu'à la mairie de la commune de BOIGNY SUR BIONNE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du LOIRET pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 12 – Voies et délais de recours

A – RECOURS ADMINISTRATIFS

L'exploitant peut, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié, introduire un recours en application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations :

- soit gracieux, adressé à M. le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret – 181 rue de Bourgogne – 45042 ORLEANS CEDEX
- soit hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Direction de l'Eau et de la Prévention des Pollutions et des Risques – 20 Avenue de Ségur – 75007 PARIS CEDEX

B – RECOURS CONTENTIEUX

1. l'exploitant peut, dans le délai de deux mois à compter du rejet implicite ou explicite des recours gracieux ou hiérarchique, déposer un recours contentieux.
 2. les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement, peuvent déposer dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.
- en saisissant le Tribunal Administratif – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX 1

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

03637X0456/F2PAC/19i-8

Article 13 – Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Maire de la commune de BOIGNY SUR BIONNE, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Loiret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret.

FAIT A ORLÉANS, LE 16 JAN 2009

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Michel BERGUE